

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Christophe De Beukelaer, *Conseiller communal-Président* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Échevins* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghoulani , *Conseillers communaux* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale*.

Excusés

Alexia Bertrand, Yvan Verougstraete, Laurent de Spirlet, *Conseillers communaux*.

Séance du 16.12.25

#Objet : CC - Règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs - Modification - Prorogation #

Séance publique

Taxes

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.2024, devenu obligatoire en date du 22.12.2024, applicable pour la période du 01.01.2025 au 31.12.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02.2015 et le 17.12.2019 ;

Vu l'arrêté royal du 08.10.1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 51 § 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28.10.2019 modifiant l'arrêté ministériel du 15.03.2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans, des cartes électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public ;

Considérant que le rapport visé à l'article 96 de la Nouvelle Loi Communale met en évidence les besoins financiers indispensables pour assurer le fonctionnement des services communaux et maintenir l'équilibre budgétaire ;

Considérant que l'avis rendu par la Commission d'avis, prévu par l'article 12 du Règlement général de la comptabilité communale, confirme la nécessité de garantir des recettes suffisantes et d'adapter le schéma fiscal communal afin de couvrir les charges qui incombent à la commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des

impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer la délivrance de documents administratifs visées par le présent règlement-taxé de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ; que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la Commune les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Considérant que les communes ont entre autres compétences de délivrer des documents administratifs ; qu'à cet égard il est admissible qu'elles fassent contribuer les citoyens aux dépenses liées à la délivrance de documents administratifs ;

Considérant la nécessité d'absorber au mieux l'impact négatif de l'inflation pour la Commune avec l'aide de l'indexation annuelle des taux sur base de l'indice des prix à la consommation du Royaume ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-taxé relatif à la délivrance de documents administratifs :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.01.2026 au 31.12.2031, une taxe communale sur la délivrance de documents administratifs.

Article 2.-

La taxe relative à la délivrance de documents administratifs est perçue au comptant.

TAUX

Article 3.-

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1. Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques aux enfants de nationalité belge âgés de moins de 12 ans (kids-ID) :

1.1. Procédure normale

3,50 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

1.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)

8,60 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

2. Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques pour Belges :

2.1. Procédure normale

8,80 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

2.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)

19,20 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

3. Sur la demande et/ou l'activation de nouveaux codes pour une carte d'identité électronique :

10,60 EUR ;

4. Sur la demande et/ou l'activation d'une clé numérique :

10,60 EUR ;

5. Sur la délivrance de passeports :

5.1. Pour les ressortissants belges âgés de moins de 18 ans

10,60 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

5.2. Pour les ressortissants belges âgés de 18 ans et plus

21,20 EUR auxquels s'ajoutent 10,60 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;

6. Sur la délivrance de documents de voyage belge pour apatrides, réfugiés et étrangers qui ne peuvent obtenir de document de voyage auprès de leur propre autorité nationale ou d'une instance internationale :

6.1. Pour les personnes âgés de moins de 18 ans

10,60 EUR ;

6.2. Pour les personnes âgées de 18 ans ou plus

21,20 EUR ;

7. Sur la délivrance de documents administratifs aux étrangers :

7.1. Certificats d'identité pour les enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans

2,20 EUR ;

7.2. Cartes d'identité électroniques pour les enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans

7.2.1. Procédure normale

3,50 EUR ;

7.2.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)

8,60 EUR ;

7.3. Frais d'ouverture et suivi de dossier

10,60 EUR par personne ;

7.4. Attestations d'immatriculation

- 15,90 EUR pour un titre de séjour ;

- 5,30 EUR pour une prorogation ;

7.5. Titres de séjour électroniques

7.5.1. Procédure normale

- 8,30 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, a) à e), m) et n) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;

- 8,80 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, f) à l) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;

- 8,30 EUR pour un titre de séjour pour les bénéficiaires de l'accord de retrait visé à l'article 31,14° et 15° de l'arrêté royal du 24.12.2020 ;

7.5.2. Procédure d'urgence

- 19,20 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, a) à n) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;

- 19,20 EUR pour un titre de séjour pour les bénéficiaires de l'accord de retrait visé à l'article 31,14° et 15° de l'arrêté royal du 24.12.2020 ;

7.6. Annexes 3 et 3ter - Déclarations d'arrivée et de présence et accusé de réception 9bis

15,90 EUR ;

7.7. Annexe 3bis - Engagement de prise en charge

10,60 EUR ;

7.8. Annexe 3septies - Reconnaissance du droit de séjour de plus de 3 mois du citoyen de l'Union européenne - Travailleur saisonnier - Etudiant

10,60 EUR ;

7.9. Annexe 15 - Attestation de séjour

10,60 EUR ;

7.10. Annexe 15bis - Attestation de réception d'une demande de séjour

10,60 EUR ;

7.11. Annexe 16 - Demande d'autorisation d'établissement ou d'acquisition du statut de résident de longue durée

10,60 EUR ;

7.12. Annexe 18 - Attestation de départ

10,60 EUR ;

7.13. Annexes 19 - Demande d'attestation d'enregistrement ou de carte d'identité d'étranger en qualité de ressortissant suisse

10,60 EUR ;

7.14. Annexes 19ter - Demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne ou de carte d'identité d'étranger en qualité de membre de la famille d'un ressortissant suisse

10,60 EUR ;

7.15. Annexes 22 - Demande de séjour permanent

10,60 EUR ;

7.16. Annexe 32 et 32bis - Engagement de prise en charge pour étudiant

10,60 EUR ;

7.17. Annexes 33 et 33ter - Documents de séjour

10,60 EUR ;

7.18. Annexes 35 - Documents spéciaux de séjour

10,60 EUR pour une première délivrance ou une prorogation ;

7.19. Annexe 41bis - Attestation de réception d'une demande d'autorisation de séjour

10,60 EUR pour une délivrance ou un prorogation ;

7.20. Annexes 49 - Attestation

10,60 EUR ;

7.21. Annexes 50 - Attestation de dépôt d'une demande de renouvellement de séjour

10,60 EUR ;

7.22. Annexes 51 - Document provisoire de séjour

10,60 EUR ;

7.23. Annexes 56 - Attestation pour bénéficiaires de l'accord de retrait - séjour

10,60 EUR ;

7.24. Annexes 58 - Demande de statut de bénéficiaire de l'accord de retrait

10,60 EUR ;

7.25. Permis de travail

10,60 EUR ;

7.26. Introduction et suivi d'un dossier de demande d'autorisation de séjour (article 25/2 de l'arrêté royal du 08.10.1981 et articles 9bis, 10 et 12bis de la loi du 15.12.1980)

53,00 EUR par dossier ;

8. Sur la délivrance de permis de conduire :8.1. Permis de conduire de tout type ou modèle, provisoire ou définitif

8,50 EUR ;

8.2. Echange de permis de conduire étranger

12,80 EUR ;

8.3. Duplicata, changement de catégorie, etc.

8,50 EUR ;

8.4. Permis de conduire international

12,80 EUR ;

9. Sur la légalisation de signatures :

10,60 EUR par légalisation ;

10. Sur la certification pour copies conformes :

10,60 EUR ;

11. Sur l'introduction et le suivi d'un dossier relatif à la nationalité :

53,00 EUR ;

12. Sur la confection et la délivrance de carnets de mariage :

26,50 EUR ;

13. Sur la déclaration de cohabitation légale :

21,20 EUR ;

14. Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité :

21,20 EUR ;

15. Sur la demande d'enregistrement d'un acte d'état civil étranger ou d'une décision judiciaire ou administrative étrangère dans la "Banque de données des Actes de l'Etat Civil" (BAEC) servant de base pour l'inscription ou la mise à jour dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou pour l'établissement ou la modification d'un acte de l'état civil :

53,00 EUR ;

16. Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de changement de prénoms :

519,00 EUR ;

La taxe peut toutefois être réduite à 51,90 EUR dans les cas suivants :

- lorsque la personne a la conviction que le sexe mentionné dans son acte de naissance ne correspond pas à son identité de genre vécue intimement.

Cette demande doit être accompagnée d'une déclaration sur l'honneur ;

- lorsque le prénom est ridicule ou odieux ;

- lorsque le prénom est de consonance étrangère ;

- lorsque le prénom est de nature à prêter à confusion ;

- lorsque le prénom n'est modifié que par l'ajout ou la suppression d'un signe diacritique ou de ponctuation ;
- lorsque le prénom est abrégé ;

17. Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de changement de nom :

149,00 EUR ;

18. Sur la délivrance de renseignements urbanistiques :

80,00 EUR ;

Le montant de la redevance est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation conformément à l'ordonnance du 30.11.2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 05.06.1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;

19. Sur la délivrance de documents reprenant les données personnelles que contient un fichier au sujet de la personne qui en demande communication :

10,60 EUR quel que soit le nombre de fichiers pour lesquels la communication est demandée ;

20. Sur l'inscription dans les registres communaux après une radiation d'office :

53,00 EUR.

Article 4.-

A l'exception du point 18 de l'article 3, les taux de la taxe sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Ceux de l'exercice d'imposition en cours sont calculés selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-taxe.

L'indice de base est l'indice d'octobre 2025.

Le nouvel indice est l'indice d'octobre de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 10 cents, sauf pour les points 16 et 17 de l'article 3 où le montant est arrondi au multiple supérieur d'un euro.

CONTRIBUABLE

Article 5.-

La taxe est due par la personne physique ou morale qui demande le document.

Aucun remboursement ne sera effectué en cas de demande d'annulation d'un dossier pour quelque raison que ce soit.

EXONERATIONS

Article 6.-

Sont exonérés de la taxe :

- a. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux particuliers à destinations du C.P.A.S. ;
- b. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux particuliers en matière fiscale, de pension légale, de distinction honorifique, de prêt hypothécaire, de demande de primes régionales, de demande de bourses d'études, d'allocations sociales (allocations familiales, allocations pour personnes handicapées), de mutuelle, de tarif social (tarif téléphonique social, tarif solidaire, ...) ainsi que ceux délivrés aux personnes à la recherche d'un logement social ;
- c. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux chômeurs et aux jeunes chercheurs d'emploi en période d'attente d'allocation de chômage, sur présentation, d'une part, de la carte de contrôle C 3 A et, d'autre part, du document A 23 et ce, uniquement en vue de la recherche d'un emploi ainsi que ceux délivrés dans le cadre de la conservation d'un emploi ;
- d. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées dans le cadre d'opérations humanitaires et de bénévolat ;
- e. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ;
- f. l'enregistrement d'un acte de décès étranger dans la "Banque de données des Actes de l'Etat Civil" (BAEC) servant de base pour la mise à jour dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou pour l'établissement ou la modification d'un acte de l'état civil.

RECouvreMENT

Article 7.-

La taxe est payable au comptant ou dans les 15 jours de l'envoi de la demande de paiement.

À défaut de paiement intégral de la taxe dans le délai imparti, un premier rappel sans frais est envoyé au contribuable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Article 8.-

A défaut de paiement intégral de la taxe, une sommation de payer la taxe due est envoyée au contribuable par recommandé.

Les frais de l'envoi recommandé sont à charge du contribuable.

Article 9.-

Il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

Article 10.-

En cas de non-paiement dans les délais prescrits, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal par la remise d'un extrait du rôle mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle et d'une copie de l'avertissement-extrait de rôle.

RECLAMATIONSArticle 11.-

La réclamation doit être introduite par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter soit de la date de la notification de la taxe, soit de la perception au comptant, soit du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Elle doit être signée et motivée par le contribuable ou son représentant.

Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

Article 12.-

Un accusé de réception est adressé au contribuable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Article 13.-

Si le contribuable ou son représentant en a fait la demande expresse dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou toute personne désignée par celui-ci communique au contribuable et à son représentant la date de l'audition ainsi que les jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette communication est faite 15 jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par le contribuable ou son représentant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à la personne désignée par celui-ci, par écrit, au moins 7 jours calendrier avant le jour de l'audition.

Article 14.-

Endéans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue par une décision motivée. Ce délai est prolongé de 3 mois si la taxe contestée a été opérée d'office.

La décision est notifiée, par lettre recommandée, au contribuable et à son représentant.

Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais et formes applicables.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est irrévocable si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente.

Article 15.-

La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 14 ouvre le droit à un recours auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Article 16.-

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 03.04.2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables aux taxes communales.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Florence van Lamsweerde

Le Président,
(s) Christophe De Beukelaer

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 18 décembre 2025

La Secrétaire communale,



Florence van Lamsweerde

Le Bourgmestre,



Benoît Cerexhe

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Christophe De Beukelaer, *Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cereuxe, *Burgemeester* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Schepenen* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghoulani , *Gemeenteraadsliden* ;
Florence van Lamsweerde, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alexia Bertrand, Yvan Verougstraete, Laurent de Spirlet, *Gemeenteraadsliden*,

Zitting van 16.12.25

#Onderwerp : GR - Belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten - Wijziging - Verlenging #

Openbare zitting

Belastingen

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 16.12.2024, verbindend geworden op datum van 22.12.2024, toepasselijk voor de periode van 01.01.2025 tot 31.12.2025 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gewijzigd op 12.02.2015 en op 17.12.2019 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 08.10.1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met name artikel 51 § 4 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 28.10.2019 tot wijziging van het ministerieel besluit van 15.03.2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar, de elektronische kaarten en elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen, en de biometrische kaarten en biometrische verblijfstitels, afgeleverd aan vreemde onderdanen van derde landen ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente zich moet uitrusten met de nodige middelen om haar opdrachten van openbare dienst zo goed mogelijk uit te voeren ;

Overwegende dat het verslag waarnaar wordt verwezen in artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet de financiële behoeften benadrukt die essentieel zijn om de werking van gemeentelijke diensten te garanderen en een evenwichtige begroting te handhaven ;

Overwegende dat het advies van de Adviescommissie, zoals bepaald in artikel 12 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, de noodzaak bevestigt om voldoende inkomsten te garanderen en het gemeentelijk belastingstelsel aan te passen om de door de gemeente gemaakte kosten te dekken ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 § 4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de

basissen en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften ;

Overwegende dat de Gemeenteraad het nuttig heeft geoordeeld de door dit belastingreglement beoogde afgifte van bestuursdocumenten te belasten teneinde zich aanvullende inkomsten te verschaffen ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waaraan de gemeente het hoofd dient te bieden ; dat deze belasting tot doel heeft de gemeente de financiële middelen te verschaffen die zij nodig heeft voor haar taken en het beleid dat zij wil voeren, en om haar financieel evenwicht te waarborgen ;

Overwegende dat de gemeenten onder meer bevoegd zijn voor de afgifte van bestuursdocumenten ; dat het in dit opzicht toelaatbaar is dat zij de burgers in de uitgaven verbonden aan de afgifte van bestuursdocumenten laat bijdragen ;

Overwegende de noodzaak om de negatieve gevolgen van de inflatie voor de Gemeente mat behulp van een jaarlijkse indexering van de aanslagvoeten op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk zo goed mogelijk te absorberen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten als volgt te wijzigen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.01.2026 tot 31.12.2031, een gemeentebelasting geheven op de afgifte van bestuursdocumenten.

Artikel 2.-

De belasting betreffende de afgifte van bestuursdocumenten wordt contant geïnd.

AANSLAGVOET

Artikel 3.-

De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

1. **Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten aan kinderen van Belgische nationaliteit onder de 12 jaar (kids-ID) :**
 - 1.1. Normale procedure
3,50 EUR plus 10,60 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
 - 1.2. Spoedprocedure (levering aan de gemeente of bij de FOD Binnenlandse Zaken)
8,60 EUR plus 10,60 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
2. **Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten voor Belgen :**
 - 2.1. Normale procedure
8,80 EUR plus 10,60 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
 - 2.2. Spoedprocedure (levering aan de gemeente of bij de FOD Binnenlandse Zaken)
19,20 EUR plus 10,60 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
3. **Op de aanvraag en/of activering van nieuwe codes voor een elektronische identiteitskaart :**
10,60 EUR per aanvraag en/of activering ;
4. **Op de aanvraag en/of activering van een digitale sleutel :**
10,60 EUR per aanvraag en/of activering ;
5. **Op de afgifte van reispassen :**
 - 5.1. Voor Belgische onderdanen tot 18 jaar
10,60 EUR plus 10,60 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
 - 5.2. Voor Belgische onderdanen vanaf 18 jaar
21,20 EUR plus 10,60 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
6. **Op de afgifte van Belgische reisdocumenten voor staatlozen, vluchtelingen en vreemdelingen die geen reisdocument kunnen bekomen bij hun eigen nationale overheid of bij een internationale instantie :**

6.1. Voor personen tot 18 jaar

10,60 EUR ;

6.2. Voor personen vanaf 18 jaar

21,20 EUR ;

7. Op de afgifte van bestuursdocumenten aan de vreemdelingen :

7.1. Identiteitsbewijzen voor kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar

2,20 EUR ;

7.2. Elektronische identiteitskaarten aan kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar

7.2.1. Normale procedure

3,50 EUR ;

7.2.2. Spoedprocedure (levering aan de gemeente of bij de FOD Binnenlandse Zaken)

8,60 EUR ;

7.3. Kosten voor het openen en de follow-up van een dossier

10,60 EUR per persoon ;

7.4. Attesten van immatriculatie

- 15,90 EUR voor een verblijfsvergunning ;

- 5,30 EUR voor een verlenging ;

7.5. Elektronische verblijfsvergunningen

7.5.1. Normale procedure

- 8,30 EUR voor een verblijfsvergunning bedoeld in artikel 1, lid 1, 4°, a) tot e), m) en n) van het koninklijk besluit van 15.03.2013 ;

- 8,80 EUR voor een verblijfsvergunning bedoeld in artikel 1, lid 1, 4°, f) tot l) van het koninklijk besluit van 15.03.2013 ;

- 8,30 EUR voor een verblijfsvergunning voor de begunstigden van het terugtrekkingsakkoord bedoeld in artikel 31, 14° en 15° van het koninklijk besluit van 24.12.2020 ;

7.5.2. Spoedprocedure

- 19,20 EUR voor een verblijfsvergunning bedoeld in artikel 1, lid 1, 4°, a) tot n) van het koninklijk besluit van 15.03.2013 ;

- 19,20 EUR voor een verblijfsvergunning voor de begunstigden van het terugtrekkingsakkoord bedoeld in artikel 31, 14° en 15° van het koninklijk besluit van 24.12.2020 ;

7.6. Bijlagen 3 en 3ter - Aankomst- en aanwezigheidsverklaringen en ontvangstbewijs 9bis

15,90 EUR ;

7.7. Bijlagen 3bis - Verbintenis tot tenlasteneming

10,60 EUR ;

7.8. Bijlagen 3septies - Erkenning van het recht op verblijf van meer dan drie maanden van de burger van de Unie : Seizoenarbeider - student

10,60 EUR ;

7.9. Bijlagen 15 - Attest van verblijf

10,60 EUR ;

7.10. Bijlagen 15bis - Ontvangstbewijs van een aanvraag voor toelating tot verblijf

10,60 EUR ;

7.11. Bijlagen 16 - Aanvraag van machtiging tot vestiging of tot het verkrijgen van de status van langdurig ingezetene

10,60 EUR ;

7.12. Bijlagen 18 - Attest van vertrek

10,60 EUR ;

7.13. Bijlagen 19 - Aanvraag van een verklaring van inschrijving of van een identiteitskaart voor vreemdelingen in de hoedanigheid van Zwitserse onderdaan

10,60 EUR ;

7.14. Bijlagen 19ter - Aanvraag voor een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Europese Unie of voor een identiteitskaart voor vreemdelingen, in de hoedanigheid van familielid van een Zwitserse onderdaan

10,60 EUR ;

7.15. Bijlagen 22 - Aanvraag om duurzaam verblijf

10,60 EUR ;

7.16. Bijlagen 32 en 32bis - Verbintenis tot tenlasteneming voor studenten

10,60 EUR ;

7.17. Bijlagen 33 en 33ter - Verblijfsdocumenten

10,60 EUR ;

7.18. Bijlagen 35 - Bijzondere verblijfsdocumenten

10,60 EUR ;

7.19. Bijlagen 41bis - Bewijs van ontvangst van een aanvraag voor een machtiging tot verblijf

10,60 EUR ;

7.20. Bijlagen 49 - Attest

10,60 EUR ;

7.21. Bijlagen 50 - Attest van indiening van een aanvraag voor verlenging van het verblijf

10,60 EUR ;

7.22. Bijlagen 51 - Voorlopig verblijfsdocument

10,60 EUR ;

7.23. Bijlagen 56 : Attest voor begunstigen van het terugtrekkingsakkoord - verblijf

10,60 EUR ;

7.24. Bijlagen 58 : Aanvraag voor een status van begunstigde van het terugtrekkingsakkoord

10,60 EUR ;

7.25. Werkvergunningen

10,60 EUR ;

7.26. Indienen en follow-up van een dossier van aanvraag tot verblijf (artikel 25/2 van het koninklijk besluit van 08.10.1981 en artikels 9bis, 10 en 12bis van de wet van 15.12.1980)

53,00 EUR per dossier ;

8. Op de afgifte van rijbewijzen :

8.1. Rijbewijs van elk type of model, voorlopig of definitief

8,50 EUR ;

8.2. Omwisseling van een buitenlands rijbewijs

12,80 EUR ;

8.3. Duplicaat, verandering van categorie, enz.

8,50 EUR ;

8.4. Internationaal rijbewijs

12,80 EUR ;

9. Op de legalisatie van handtekeningen :

10,60 EUR per legalisatie ;

10. Op de voor eensluidend verklaarde afschriften :

10,60 EUR ;

11. Op het indienen en de follow-up van een dossier betreffende de nationaliteit :

53,00 EUR ;

12. Op de confectie en de afgifte van trouwboekjes :

26,50 EUR ;

13. Op de afgifte van een attest wettelijke samenwoning :

21,20 EUR ;

14. Op het indienen en de opvolging van een dossier van erkenning inzake het onderzoek naar het vaderschap, moederschap en meemoederschap :

21,20 EUR ;

15. Op de aanvraag tot inschrijving van een buitenlandse akte van de burgerlijke stand of van een buitenlandse rechterlijke of administratieve beslissing in de "Databank voor de Akten van Burgerlijke Stand" (DABS) die wordt gebruikt als basis voor de inschrijving of bijwerking in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister of voor de opmaking of wijziging van een akte van de burgerlijke stand :

53,00 EUR ;

16. Op het indienen en de opvolging van een dossier inzake verandering van voornamen :

519,00,00 EUR ;

De belasting mag echter verminderd worden tot 51,90 EUR in de volgende gevallen :

- wanneer de persoon overtuigd is dat het geslacht vermeld in zijn geboorteakte niet overeenstemt met zijn innerlijk beleefde genderidentiteit.

Dit verzoek moet vergezeld zijn van een verklaring op eer ;

- wanneer de voornaam belachelijk klinkt ;
- wanneer de voornaam vreemd klinkt ;
- wanneer de voornaam verwarring schept ;
- wanneer de voornaam slechts gewijzigd wordt door de toevoeging of de verwijdering van een diakritisch teken of leesteken ;
- wanneer de voornaam afgekort is ;

17. Op het indienen en de opvolging van een dossier inzake verandering van naam :

149,00 EUR ;

18. Op de afgifte van stedenbouwkundige inlichtingen :

80,00 EUR ;

Het bedrag van de retributie wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen in overeenstemming met de ordonnantie van 30.11.2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 05.06.1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen ;

19. Op de afgifte van documenten met persoonsgegevens vermeld in een gegevensbestand met betrekking tot de persoon die om de mededeling vraagt :

10,60 EUR ongeacht het bestandsaantal waarvoor de mededeling gevraagd is ;

20. Op de inschrijving in de gemeenteregisters na een afvoering van ambtswege :

53,00 EUR.

Artikel 4.-

Met uitzondering van punt 18 van artikel 3, worden de aanslagvoeten van de belasting jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

Deze voor het lopende aanslagjaar worden berekend volgens de volgende formule :

$\text{basisaanslagvoet} \times \text{nieuw indexcijfer}$

basisindexcijfer

De basisaanslagvoet is het initiële bedrag dat in onderhavig belastingreglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor oktober 2025.

De nieuwe index is de index voor oktober van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van 10 cent, behalve voor punten 16 en 17 van artikel 3 waar het bedrag afgerond wordt naar het hogere veelvoud van één euro.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 5.-

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het document aanvraagt.

In geval van een verzoek tot annulering van een dossier, om welke reden dan ook, wordt geen terugbetaling gedaan.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 6.-

Zijn van de belasting vrijgesteld :

- a. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan de particulieren ter bestemming van het O.C.M.W. ;
- b. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan particulieren inzake belastingen, wettelijk pensioen, ereonderscheiding, hypotheeklening, aanvraag van gewestelijke premies, aanvraag van studiebeurzen, sociale uitkeringen (kinderbijslag, uitkeringen aan gehandicapten), mutualiteit, sociaal tarief (sociaal telefoontarief, solidariteitstarief, ...) evenals deze afgegeven aan de personen die op zoek zijn naar een sociale woning ;
- c. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan werklozen en jonge werkzoekenden in wachtperiode van werkloosheidsuitkering, op vertoon van enerzijds hun controleschrift C 3 A en, anderzijds, van hun document A 23, en dit enkel voor het zoeken naar werk, evenals deze afgegeven in het kader van het behoud van een werk ;
- d. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven in het kader van een humanitaire actie en van vrijwilligerswerk ;
- e. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan

- personen waarvan de behoefteigheid behoorlijk werd vastgesteld ;
- f. de aanvraag tot inschrijving van een buitenlandse overlijdensakte in de "Databank voor de Akten van Burgerlijke Stand" (DABS) die wordt gebruikt als basis voor de inschrijving of bijwerking in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachregister of voor de opmaking of wijziging van een akte van de burgerlijke stand.

INVORDERING

Artikel 7.-

De belasting moet worden contant betaald of binnen 15 dagen na de verzending van de betalingsaanvraag.

Bij gebrek aan de volledige betaling van de belasting binnen de toegekende termijn, wordt een eerste kosteloze herinnering gestuurd naar de belastingplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Als de contante inning niet mogelijk is, wordt de belasting een kohierbelasting die onmiddellijk opeisbaar is.

Artikel 8.-

Bij gebrek aan de volledige betaling van de belasting, wordt de belastingplichtige per aangetekende brief gedagvaard om de verschuldigde belasting te betalen.

De kosten van de aangetekende zending zijn ten laste van de belastingplichtige.

Artikel 9.-

De bepalingen betreffende de verwijlrenten inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten zijn van toepassing.

Artikel 10.-

In geval van niet-betaling binnen de voorgeschreven termijnen wordt een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op verzoek van de Gemeenteontvanger door de overhandiging van een uittreksel uit het kohier met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dit kohier en een kopie van het aanslagbiljet.

BEZWAREN

Artikel 11.-

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen en, op straffe van verval, moet worden ingediend binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf hetzij de datum van de kennisgeving van de belasting, hetzij de datum van de contante inning, hetzij de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Het moet ondertekend en gemotiveerd worden door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vermelden in het bezwaar.

Artikel 12.-

Een ontvangstmelding wordt gestuurd aan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger binnen 15 kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 13.-

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting.

Het College van Burgemeester en Schepenen of elke persoon die het heeft aangesteld, deelt aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger de datum van de hoorzitting mee, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden. Deze mededeling geschiedt ten minste 15 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger aan het College van Burgemeester en Schepenen of de persoon die het heeft aangesteld, schriftelijk en ten minste 7 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting bevestigd worden.

Artikel 14.-

Binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, doet het College van Burgemeester en Schepenen uitspraak op basis van een met redenen omklede beslissing.

Deze termijn wordt met 3 maanden verlengd als de betwiste aanslag ambtshalve werd gevestigd.

De beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger.

Deze brief vermeldt de instantie waarbij beroep kan worden ingesteld, evenals de ter zake geldende termijn

en vormen.

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen is onherroepelijk wanneer het beroep niet tijdig bij de bevoegde instantie is ingesteld.

Artikel 15.-

Tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen of bij gebrek aan beslissing binnen de in artikel 14 bedoelde termijnen, kan beroep worden ingesteld bij de Rechtbank van Eerste Aanleg.

Het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg is vatbaar voor verzet of beroep.

Tegen het arrest van het Hof van Beroep kan cassatieberoep worden ingesteld.

De vormen, de termijnen en de procedure voor deze beroepen worden geregeld zoals inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen.

Artikel 16.-

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 03.04.2014 en voor alle aangelegenheden die niet door deze verordening worden geregeld, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikels 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek, voor zover zij niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of naar alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale belastingen, van toepassing op de gemeentelijke belastingen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

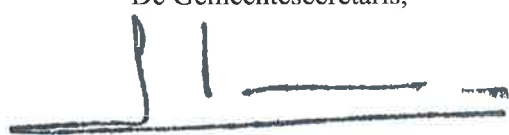
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Florence van Lamsweerde

De Voorzitter,
(g) Christophe De Beukelaer

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Pieters-Woluwe, 18 december 2025

De Gemeentesecretaris,

Florence van Lamsweerde

De Burgemeester,

Benoît Cerexhe